



Citoyen d'Europe

Le grand mouvement européen progressiste !

Journal de l'Association Citoyen d'Europe - N°9 - Janvier 2012

Sommaire

Page 2

- Le nouveau CA
- La crise en Europe : Tableau comparatif entre les pays de la zone euro

Page 3

- Le déficit public en France compatible avec la cible du gouvernement en octobre 2011

Page 4

- Les agences de notation et leur pouvoir sans limites
- Obligations : le marché de la dette publique dominé par l'Italie, l'Allemagne et la France

Page 5 et 6

- Dette de la Grèce, de l'Italie... La zone euro peut-elle exploser ?

Page 6

- Bulletin d'adhésion

Citoyen d'abord...

Durant 24 ans en tant que Maire de Villeneuve d'Ascq et 15 ans comme député européen j'ai rendu compte au quotidien de mes activités et de mes opinions.

Aujourd'hui, réélu Maire de Villeneuve d'Ascq, j'entends, avec tous les citoyens et " Citoyen d'Europe " redonner à notre ville ses couleurs européennes et sa dimension internationale.

G.Caudron

Pour Contacter Citoyen d'Europe
BP 70053
59651 Villeneuve d'Ascq Cedex
citoyendeuropa@gmail.com

EDITO

Citoyen d'Europe, Une nouvelle équipe pour un nouvel élan !

Après son assemblée Générale, Citoyen d'Europe s'est doté d'une nouvelle équipe d'animation bien décidée à redonner un nouvel élan à notre mouvement "**Pour une Autre Europe**", un nouvel élan

plus que jamais nécessaire en cette période de crise économique, d'abus financiers et de doutes citoyens.

A l'heure où certains envisagent "sans rire ni pleurer" la fin de l'Euro, voire le démantèlement de l'Europe,

en oubliant les risques d'un retour au nationalisme (voir ce qui se passe aujourd'hui en Hongrie),

il est plus que jamais vital que les vrais européens se réapproprient le débat européen et se réengagent avec détermination dans le combat pour une "**Europe citoyenne, culturelle, sociale et humaine**"

C'est la volonté de "Citoyen d'Europe" et de ses responsables !

Alors en 2012, tous nos vœux à l'Europe et à ses citoyens,

pour une sérénité retrouvée, une économie relancée et une volonté réaffirmée d'être maître de notre destin tout en pesant dans la conduite des affaires mondiales.

Gérard CAUDRON
Président de Citoyen d'Europe

A lire mes carnets sur www.citoyendeuropa.org en cliquant sur « **chaque lundi, le carnet de G Caudron Pour quelques Coquelicots de plus** »

Agenda

- **Fin janvier (à définir) 1er Conseil d'administration**
- **27 janvier : présence aux vœux de l'AJVAH, ferme Dupire**
- **21 mars : Conférence sur la situation économique en Europe avec François WURTZ, ancien député européen**

Les membres du Conseil d'administration de Citoyen d'Europe Vous présentent leurs meilleurs vœux pour l'année 2012



Le nouveau Conseil d'administration :

1 er Rang : Yvonne WILLEM, Daniel PLATTEAU (Vice-président), Gérard CAUDRON (président), Jean Loup PUNELLE

2 ème Rang : Marie Françoise MAERTEN (Secrétaire Générale), Philippe SERT, Marilyse DELBARRE, Patrick MEERSMANS, Claudine PLATTEAU, Evelyne HENNEBERT, Marie Pierre TOURNAKIS,

Hachora BENOUE-HALIMA, Jean Louis MARTIN, Sébastien COSTEUR, Yveline VAN CAENEGHEM, Constantin TOURNAKIS, Julie RAZA

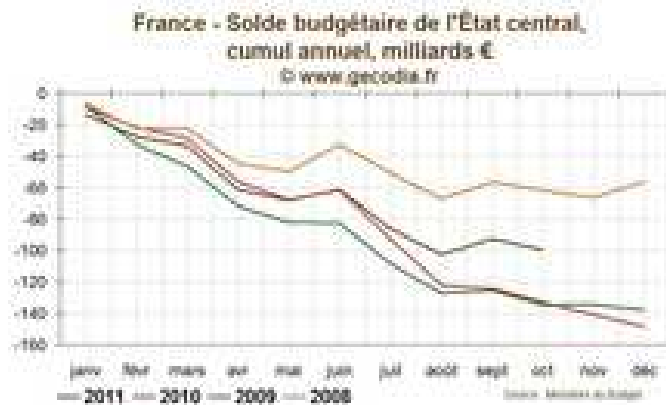
Absents sur la photo : Alain CARETTE (Vice-président), Patrice CARLIER, Franck NOCE, Patrick GABRIEL (Trésorier), Michelle DELABRE (Trésorière adjointe), Jacques LOMBARD, Marc DUJARDIN, Josiane MANNESSIER, Jacques OGER

La crise en Europe :Tableau comparatif entre les pays de la zone euro (et quelques autres)

Pays	Population (milliers)	PIB Md €	PIB / hab (€)	Dettes (Md €)	Dettes % PIB
ALLEMAGNE	81757	2476	30295	2030	82
AUTRICHE	8388	286	34121	212	74
BELGIQUE	10883	354	32563	340	97
CHYPRE	804	18	21565	11	62
ESPAGNE	46073	1051	22819	714	68
FINLANDE	5363	180	33608	91	51
FRANCE	64848	1933	29805	1643	85
GRECE	11305	227	20108	352	158
IRLANDE	4476	156	34853	174	112
ITALIE	60468	1556	25733	1803	122
LUXEMBOURG	506	40	79516	7	19
MALTE	416	6	14817	4	68
PAYS BAS	16612	589	35421	376	64
PORTUGAL	10637	173	16245	176	102
SLOVAQUIE	5430	66	12134	29	45
SLOVENIE	2049	35	17286	15	43
ESTONIE	1340	15	10675	0,7	6
TOTAL				7978	
ROYAUME UNI	61990	1700	27426	1360	80
ETATS UNIS	308745	21100	67000	20300	97
JAPON	127078	5391	44800	10206	189

Le déficit public en France compatible avec la cible du gouvernement en octobre 2011

Le déficit de l'État en France atteint 99,4 milliards en octobre 2011, soit une nette réduction par rapport à 2010. Toutefois, certaines dépenses en nette hausse et des prévisions de croissance pour 2012 trop optimiste fragilisent le budget 2012.



Le déficit budgétaire de l'État en France est encore au-dessus de la cible pour fin 2011, avec un déficit total de 99,4 milliards € (cumulé sur l'année). Par rapport au projet initial, la cible de déficit est légèrement dépassée de 8 milliards €, principalement à cause de dépenses plus importantes que dans les prévisions. L'année dernière, le déficit de l'État atteignait 133,1 milliards € l'année à la même période, soit une réduction de plus de 33 milliards €.

Attention, les données ci-dessous n'incluent ni les organismes de sécurité sociale ni les collectivités locales. La cible considérée est celle fixée lors de la discussion fin 2010 de la Loi de Finances 2011, elle ne prend pas en compte les lois rectificatives adoptées depuis.

La dette publique négociable française baisse légèrement à 1 305 milliards € en octobre (y compris dette à court terme), soit une augmentation de 79 milliards € depuis la fin 2010. Toutefois, les émissions de dettes publiques en novembre et décembre seront nombreuses et pousseront ce chiffre plus haut.

En octobre 2011, les recettes fiscales ont atteint 214,2 milliards €. La TVA se porte bien (+4,2 % sur un an à 130,9 milliards €). Les impôts sur le revenu et les sociétés sont aussi en nette croissance, conséquence d'une année 2010 positive pour la croissance et les

revenus. Les dépenses générales de l'État français atteignent 310,0 milliards €. Le fort recul sur un an (-12 %) est du à la suppression de deux catégories de dépenses temporaires (investissements d'avenir et compensation de la taxe professionnelle). En excluant ces deux postes, les dépenses sont en hausse de 3 %. La charge de la dette progresse vivement (+16 % à 45,8 milliards € d'intérêt) de même que les dépenses de fonctionnement (+9 % à 38,3 milliards €)

Pourquoi est-ce important ?

Il est désormais certain que le gouvernement attendra son objectif de réduction de déficit public pour 2011, avec un déficit public de la France en 2011 autour de 5 % sur PIB (y compris collectivité locale et sécurité sociale).

Nous persistons à penser que la prévision de croissance à 1 % est trop optimiste. Même s'il existe une réserve (selon le gouvernement) de 6 milliards € d'économies supplémentaires, elle risque fort d'être vite absorbée. En 2009, la Grande Récession avait provoqué un recul de 18 % des recettes fiscales, dont 8 % de moins pour la TVA et 58 % en moins pour l'impôt sur les sociétés. Au final, le manque à gagner fiscal avait dépassé 50 milliards €.

Même si pour l'instant, il n'est pas possible d'anticiper une récession d'une telle ampleur, la position du gouvernement paraît délicate. D'autant plus que si les marchés se sont un peu calmés, les dernières semaines ont prouvé que la dette française était aussi remise en question par les investisseurs.

Les Agences de notation et leur pouvoir sans limites

Il nous faut constater que ce pouvoir exorbitant leur a été attribué par les états qui après avoir promu des marchés financiers fortement dérégulés, pensaient qu'elles seraient capables de produire des évaluations objectives. Mais le pouvoir rend « fou » et ces agences se sont cru tout permis y compris les pires approximations et erreurs, pour ne pas dire plus !

En 2001, la note maximale a été maintenue à ENRON jusqu'à son effondrement (40 Milliards de dollars)

En 2004, alors que la Grèce admettait avoir falsifié ses comptes pour entrer dans l'euro, l'agence Moody's continuait de conseiller l'achat des obligations « pourries » de l'état grec.

En 2007, la crise des Sub Primes leur est passée au dessus de la tête et Lehman Brothers a gardé sa note maximum jusqu'à sa faillite.

En août 2011, le triple A des Etats Unis leur est retiré déclenchant un tsunami financier.

Standard & Poor's ne s'est trompé que de 2000 milliards de dollars (soit le PNB français). L'agence en convient mais maintient sa décision.

En novembre 2011, la même agence dégrade la France avant de faire machine arrière arguant d'une « erreur » de communication.

La même semaine elle annonce une « vraie fausse » majoration de la note du Brésil.

Ces donneurs de leçons sont quand même, à la lecture de ces faits, très faillibles et leur crédibilité pour le moins discutable.

Les agences de notation, au nombre de 3, dominant 90% du marché avec seulement 50 analystes chez chacune d'entre elles.

Les décisions finales appartiennent à un comité de 6 à 7 analystes « expérimentés » jugeant sur la foi du rapport de 2 analystes de l'agence.

Ces derniers effectuant en moyenne 1 visite de 2 jours par an, sur place, on peut être surpris et inquiets quand on sait que les investisseurs s'appuient essentiellement sur les notations données par ces agences.

Et l'avenir direz vous ?

La commission européenne vient de reporter sine die la réforme du statut et le contrôle du sérieux de ces agences, lancée en août 2011 par le commissaire français BARNIER..

On peut craindre que les dégradations de notes des pays (européens entre autres) aient encore de beaux jours devant elles si les politiques ne reprennent pas en main les leviers qu'ils n'auraient jamais du abandonner.

Une politique monétaire et économique européenne concertée est de plus en plus nécessaire et urgente.

Ces politiques existent aux Etats Unis et au Japon (même sous une autre forme en Chine) pas en Europe.

Il est plus que temps de s'y atteler avant qu'il ne soit trop tard.

Obligations : le marché de la dette publique dominé par l'Italie, l'Allemagne et la France

La dette publique placée sur les marchés obligataire et monétaire en zone euro représente un total de près de 7 000 milliards €. Italie, Allemagne et France dominent l'ensemble des états.

Le marché de la dette publique en zone euro pèse 6 761 milliards € au total en août 2011 (y compris court terme). Il s'agit de la taille du marché financier pour tous les emprunts obligataires émis par les administrations, mais les obligations d'état représentent 91 % du total.

Ce marché est celui que les états utilisent pour financer leur déficit et refinancer leur dette. Le marché a rapidement crû sur les dernières années, avec une croissance annuelle moyenne des encours de 5,9 % par an entre 2000 et 2010. La Grande Récession puis l'absence de reprise forte a entraîné une accélération de cette croissance depuis 2008. Ainsi, entre août 2010 et août 2011, la dette publique placée sur les marchés obligataire et monétaire a augmenté 8,4 %, (+521 milliards €).

A titre de comparaison, la taille du marché actions en zone euro est de 3 993 milliards € en août 2011 et celui du crédit privé de 9 478 3 993 milliards € (monétaire et obligation).

Les trois grands (Italie, Allemagne et France) pèsent 69 % du total, dominant largement l'ensemble. L'Espagne est loin derrière (9 %), de même que la Belgique, les Pays Bas (5 % chacun) ou la Grèce (4 %).

La crise de la dette touche 46 % des obligations publiques (PIIGS + Belgique). Avec un risque de près de 3 000 milliards €, la crise systémique n'est pas loin, les pertes de marchés étant susceptibles d'endommager profondément le secteur financier de la zone euro (banque, assurances mais aussi fonds de placement).

Equipe GECODIA



Dettes de la Grèce, de l'Italie... La zone euro peut-elle exploser ?

La pression des marchés sur la dette italienne relance l'hypothèse de l'explosion de la zone euro. Explications.

Tant que la Grèce était dans la mire des marchés financiers, l'euro était encore solide. Après tout, si la dette grecque est importante quand on la compare au PIB de ce pays, c'est une goutte d'eau quand on la compare au PIB de la zone euro. Elle représente plus de 150% du premier, mais 4% du second.

Mais les choses deviennent sérieuses depuis que les marchés « testent » la dette italienne, répandant des rumeurs, faisant grimper le coût du crédit. La zone euro est-elle en danger ?

1) Pourquoi la spéculation sur la dette italienne inquiète-t-elle ?

La dette de ce pays est autrement plus lourde. La dette italienne représente 1 900 milliards d'euros, soit plus de cinq fois celle de la Grèce. Ou encore plus de 20% du PIB de la zone euro.

L'économie italienne pèse à elle seule deux fois plus lourd que celle de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal, les trois pays déjà secourus par l'Union.

Angela Merkel a téléphoné à Silvio Berlusconi pour le presser de faire adopter son budget d'austérité. Et elle lui a fait savoir, histoire de bien montrer qui en Europe était le patron et qui était le « i » de Pigs (acronyme de groupe de pays : Portugal, Italie, Grèce et Espagne) :

« L'Italie doit envoyer elle-même un signal important qui est l'adoption d'un budget répondant à des exigences d'économies et de consolidation. J'ai téléphoné hier (lundi, ndr] à cet effet au président du Conseil. »

Pour protéger l'Italie (et au-delà, la zone euro), il faudrait commencer par régler le cas grec, ce qui mettrait fin aux pressions des marchés financiers. Les ministres des Finances européens passent leur temps en réunion sans parvenir à se mettre d'accord. Ce qui n'est pas forcément la bonne méthode.

2) L'austérité budgétaire est-elle une solution ?

La Grèce ne parvient pas, seule, à honorer le service de sa dette publique. Et étant donné les prévisions de la Commission européenne, cette dette ne va pas diminuer dans les mois qui viennent : le déficit annuel de la Grèce continuera à avoisiner les 10% en 2011 et 2012 (voir le tableau), ce qui ne manquera pas d'alourdir le fardeau.

La Grèce (source : Commission européenne)	2010	2011 (estimation)	2012 (estimation)
Croissance du PIB	-4,50%	-3,50%	?
Déficit public (% du PIB)	-10,5	-9,5	-9,3
Poids des intérêts de la dette (% du PIB)	5,6	6,7	7,4
Déficit hors charges liées à la dette (% du PIB)	-4,9	-2,8	-1,8
Dette publique (en % du PIB)	143,00%	158,00%	166,00%
Taux de chômage	12,6	15,2	15,3

Pour tenter de corriger la situation, le FMI et une partie des pays européens exigent un redoublement de l'austérité budgétaire (plus d'impôts, moins de dépenses). Mais cette

méthode ne fonctionne pas : en 2010, le tour de vis budgétaire a représenté 5,7% du PIB, aggravant la récession (le PIB a reculé de 4,5%). Or, seule la croissance apportera les recettes fiscales suffisantes pour rembourser la dette.

Les marchés savent tout cela. Et coupent donc tout crédit à la Grèce. Le FMI et les pays européens doivent donc se substituer à eux, en catastrophe. D'où la crise actuelle.

3) La restructuration de la dette grecque est-elle envisageable ?

C'est la solution proposée par les Allemands, mais contre laquelle se bat le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet.

Angela Merkel, qui a récemment subi quelques défaites électorales, est sous la pression des électeurs allemands : ceux-ci en ont marre de payer pour les Grecs ou pour leurs créanciers, les banques privées.

Bizarrement, les électeurs français semblent plus insouciant sur le sujet.

L'idée des Allemands est simple : constater que la Grèce ne pourra pas payer et aménager sa dette pour qu'elle puisse le faire. Ce qui peut se faire de deux façons :

un abandon d'une partie de la dette – pour désigner cette décote, les financiers parlent de façon amusante de « haircut », de « coupe de cheveux » ;

un rééchelonnement – allongement de la durée des échéances.

Ou les deux. Dans tous les cas, c'est une façon de constater un « accident » de paiement. Et c'est cela qui fait peur à Jean-Claude Trichet ou à certains pays comme la France.

Jusque-là, aucun pays européen n'avait été en situation de défaut de paiement, à la différence des pays d'Amérique latine. Ceux qui résistent à la restructuration craignent un effet de contagion. Ils redoutent qu'en faisant un tel précédent, on fragilise l'ensemble de l'Europe. Les taux d'intérêt exigés des pays européens seront en effet désormais plus élevés, les créanciers exigeant une « prime » pour risque de défaut de paiement. Selon l'institut Terra Nova :

« Une telle décision serait déstabilisante pour l'ensemble de la zone euro, et aurait des conséquences négatives à terme pour la Grèce qui se verrait refuser pendant plusieurs années l'accès aux marchés financiers, comme après un défaut. »

Les Français sont soupçonnés d'avoir des motivations moins nobles que leurs arguments économiques : ils ont intérêt à protéger leurs banques, moins solides que les banques allemandes.

Quant à la BCE, qui a repris une partie de la dette grecque, elle perdrait également des plumes, et donc du prestige. Ce qui n'est jamais très bon pour une banque centrale.

4 Quelles conséquences pour l'euro ?

Sur le marché, l'euro baisse un peu, mais c'est plutôt une bonne nouvelle pour les industriels européens, à commencer par les Allemands. Là n'est pas le problème.

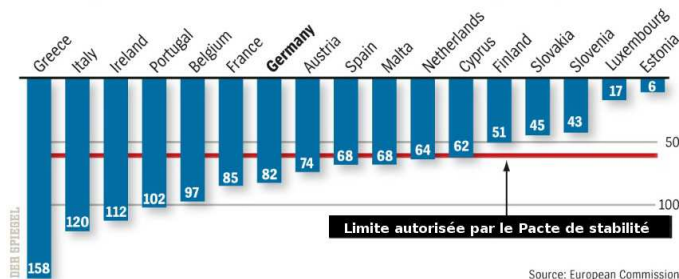
Le danger qui pèse sur l'euro, c'est le risque de voir un pays décider d'en sortir, et qu'il soit suivi par d'autres. Qui aurait intérêt à quitter la monnaie unique dans les circonstances actuelles ? Deux hypothèses sont généralement avancées :

L'Allemagne, lassée d'avoir à jouer les locomotives financières de la zone euro, déciderait de retrouver son cher Deutsche mark, celui sur lequel elle a bâti sa prospérité après la Seconde Guerre mondiale.

Mais à la vérité, l'Allemagne, pays exportateur, est un des pays qui profite le plus de la zone euro. L'Allemagne a en effet su, en comprimant ses salaires, gagner en compétitivité par rapport aux autres pays de la zone. Et comme par définition ceux-ci n'ont pas pu dévaluer leur monnaie comme ils le faisaient auparavant, cet écart de compétitivité se maintient à son profit ;

Les pays lourdement endettés pourraient décider de quitter la zone euro, afin de retrouver leur monnaie et la dévaluer. Un tel choix n'a rien d'évident : d'un côté, une dévaluation renchérirait le coût de la dette ; de l'autre, la dévaluation pourrait, par le jeu des exportations, favoriser la croissance du pays concerné, et donc faciliter in fine le paiement de la dette. Quel effet l'emporterait ? Les avis sont partagés.

En mai, le site de Der Spiegel a affirmé que le gouvernement grec se préparait à sortir de l'euro, ce que ce dernier a démenti avec la dernière énergie.



Niveau des dettes en pourcentage du PIB des pays de la zone euro (source : Commission européenne)

L'hypothèse d'une explosion de l'euro, jusque-là avancée comme un jeu intellectuel, est désormais prise au sérieux. Que faire pour l'éviter ? Mieux cimenter la zone euro, en institutionnalisant les mécanismes de solidarité entre les différents pays. Il ne suffira pas pour cela d'augmenter l'enveloppe du Fonds de secours financier (qui peut actuellement prêter 400 milliards d'euros). Il faudra « européeniser » la dette grecque (en clair, la racheter, garantir son remboursement, ou alors créer un grand emprunt pour la consolider).

Et pour éviter à l'avenir d'autres crises de ce type sans sacrifier l'euro, il faudra faire avancer l'intégration politique de l'Europe. Qui y est prêt ?



BULLETIN D'ADHESION 2012

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

E.mail :

Téléphone : Portable :

Souhaite adhérer à Citoyen d'Europe / renouveler ma cotisation

Montant de la cotisation 10 € autre : €

par chèque à l'ordre de Citoyen d'Europe / en espèces

Date

Signature

Collecteur : Claudine Platteau - 5 rue Joffre - 59493 Villeneuve d'Ascq
Tél. 09 79 39 06 22 ou BP 70053 59651 Villeneuve d'Ascq Cedex